

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 620 - 6 AVRIL 1995 - Prix 2,50 F

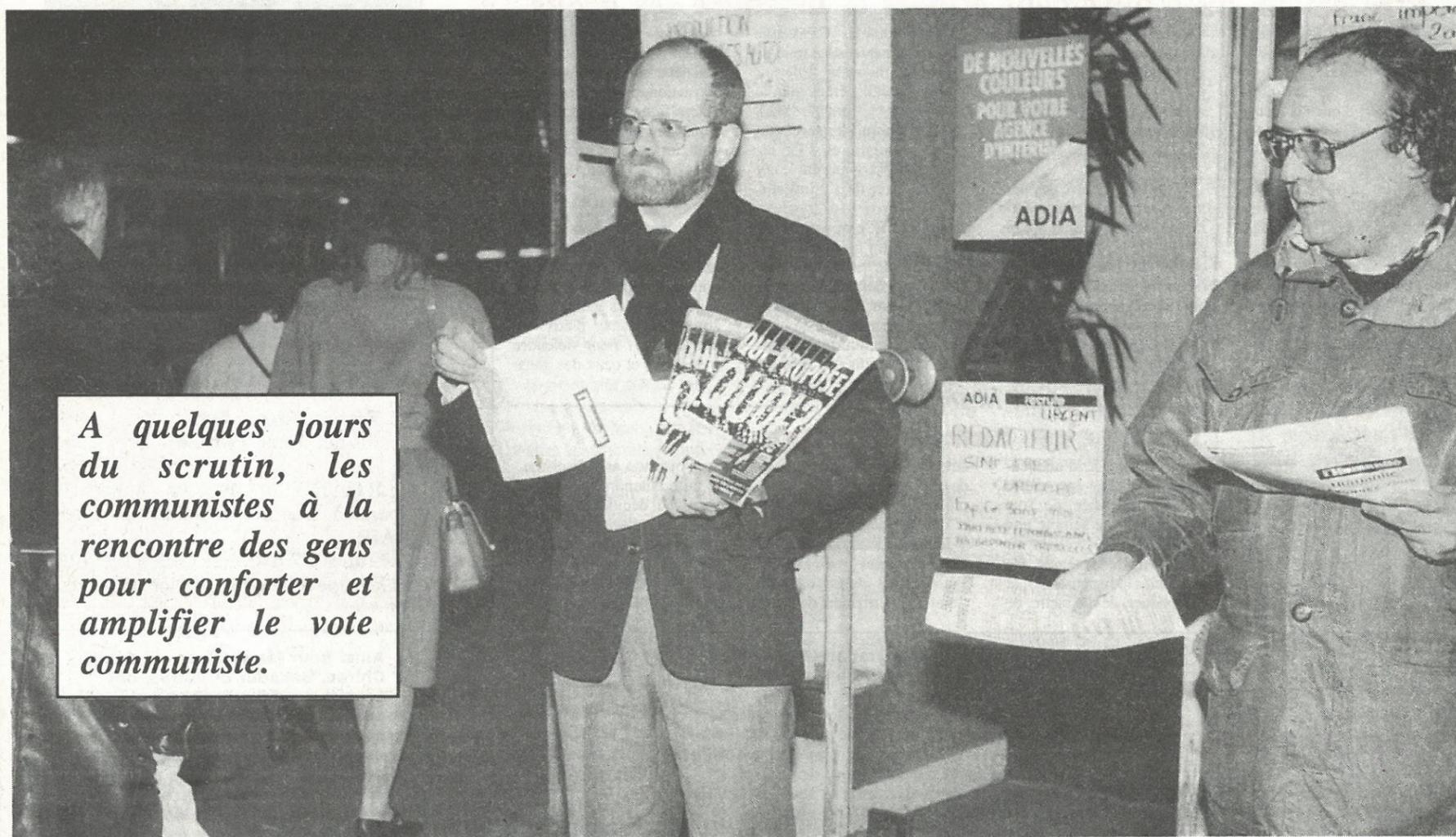
**Robert
HUE**

sera l'invité de

Face à la Une
TF1

13 avril 20 h 15

Le vote Robert HUE pour ne pas recommencer ce qui a échoué



A quelques jours du scrutin, les communistes à la rencontre des gens pour conforter et amplifier le vote communiste.

**Ses propositions font « campagne »
Face à la volonté de changement exprimée
les autres candidats obligés de réviser leurs propos**

SOMMAIRE

**Pourquoi
j'ai adhéré**

*Leurs raisons de voter
Robert HUE*

(Pages 2, 3, 4)

**Les candidats
face à
vos interrogations**

(Pages 4 et 5)

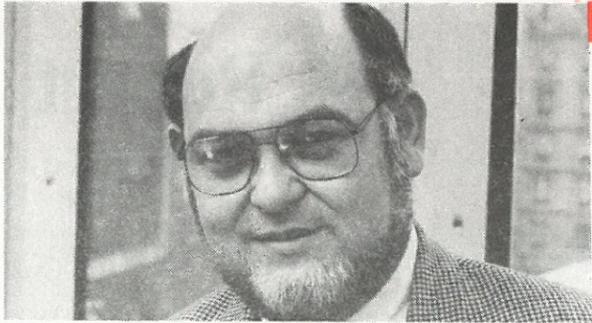
**L'enjeu du 23 avril
C'est
aussi cela**

(Page 6)

Objectif : 1 million

*Les possibilités
Echos, luttes,
jeunes, retraités*

(Pages 7 et 8)



ROBERT HUE

Présidentielle

23 avril 1995

la campagne, échos, faits, arguments

NOUVEAUX ADHERENTS

Ils travaillent, sont chômeurs ou étudiants, ils habitent Rezé, Saint-Nazaire, Orvault, Nantes ou ailleurs. Leur adhésion date de quelques semaines seulement. Ils parlent de leurs motivations, de leurs espoirs, de leur attente, de leur soif d'apprendre et de participer. Ils sont très différents et ont en même temps beaucoup de choses en commun. Ce sont des communistes de 1995. Voici les témoignages de quelques uns d'entre eux dans lesquels beaucoup d'autres se retrouveront.

Marc-Henri BROUSSAUDIER

Etre acteur du mouvement d'idées et défendre ses droits



Le Parti Communiste a changé depuis quelques années. Les débats des 27^e et 28^e congrès ont montré un parti en mouvement, dans la continuité du congrès de 1976 qui avait abandonné l'idée de la « dictature du prolétariat » mais aussi en complète rupture avec les pratiques qui avaient permis, entre autres, que le P.C.F. soutienne l'invasion soviétique en Afghanistan.

Ce sont ces débats, particulièrement ceux du 28^e congrès, que j'ai suivis dans le journal « L'Humanité » qui m'ont amené à réfléchir et finalement à adhérer au P.C.F.

Le parti a montré ces dernières années sa volonté de rassembler le peuple « dans sa diversité », d'aller à la rencontre des gens pour débattre, échanger des idées, susciter des dialogues, soutenir les mouvements de revendications, trouver des moyens d'action efficace pour chan-

ger la société. C'est une dynamique qui est en train de se créer lentement. Elle fait penser à celle créée par le congrès de Tours de 1920, qui avait permis les succès du Front populaire en 1936 et, bien sûr, elle donne envie d'y participer et de s'y investir.

Le P.C.F. propose aussi, pour aujourd'hui, un certain nombre de mesures qui, selon moi, doivent être popularisées par l'action militante : la semaine de 35 heures sans diminution de salaires, la taxation des revenus

financiers au même taux que les salaires, l'augmentation des dépenses d'Education, de formation, pour la Recherche scientifique... Les propositions sont nombreuses, elles sont un point d'appui pour aller à la rencontre des gens.

Adhérer au P.C.F. c'était également un bon moyen pour me tenir informé sur ce qui se passe dans ma ville, dans ma région, en France, de côtoyer des gens d'horizons différents, d'être un citoyen actif pour défendre mes droits et ceux des gens.

Yann LE DARE, 19 ans, étudiant en histoire à Nantes

Yann : c'est tout simplement



Le P.C.F. étant énergiquement opposé à la droite et à l'extrême droite, représentant véri-

tablement l'espoir d'une jeunesse révoltée, las d'être dupée et sacrifiée, le vote communiste me semble une nécessité. Au-delà du vote, il me paraissait indispensable de m'impliquer, de me battre, de

devenir acteur du changement de cette société que l'on nous présente comme irréversible et qui est inégalitaire. Je pense donc que le Parti Communiste Français m'apporte les moyens de mon action me permettant de crier

plus fort mon anti-fascisme, de faire entendre mes droits à ceux qui décident trop souvent à ma place. C'est tout simplement par ces raisons que j'ai décidé d'apporter mon adhésion au Parti Communiste.

A propos de salaires
jeudi 17 novembre 94

L'Humanité

Propositions pour les salaires

Robert Hue: 1.000 francs de plus pour les moins de 15.000 francs

Le premier et le seul à ce jour à faire une proposition d'ensemble, chiffrée en indiquant les moyens de la réaliser.

RENDEZ-VOUS AVEC ROBERT HUE

- 14-4 : France Inter 8 h 45
- 17-4 : France Inter 19 h 20 - Le téléphone sonne
- 18-4 : RTL 17 h 30 - 19 h 30 - Robert HUE participera à un débat animé par Anne SINCLAIR.
- 19-4 : France 2 7 h 45 avec Gérard LECLERC
- 19-4 : Europe 1 19 h 15 - Le club de la Presse.

Edito

par Jean-Claude SALOMON

Deux semaines

● A deux semaines du scrutin présidentiel, il est intéressant de constater que le candidat communiste gagne 10 points d'impressions favorables, passant de 19 à 29 %, de personnes souhaitant que Robert HUE et le Parti Communiste jouent un rôle plus important dans les mois à venir. C'est le résultat d'une campagne dans laquelle le candidat communiste avance des propositions à la hauteur des besoins et des possibilités, réfléchies, chiffrées, qui répondent aux attentes des gens et qui concernent des couches de plus en plus larges de notre peuple, face à la montée de la précarité, de l'exclusion, aux difficultés toujours plus grandes. La campagne du candidat communiste suscite un très large

courant de sympathie que nous devons transformer en vote le 23 avril. Bien ancrer la gauche à gauche, c'est l'enjeu de ce premier tour. Il n'est au pouvoir d'aucun candidat de faire du social et de l'emploi sans remettre en cause l'application de Maastricht et l'objectif de monnaie unique européenne qu'il implique. La moitié des Français se sont prononcés contre ce traité et ses conséquences. Ce qui n'est ni le cas ni de Jacques Chirac, ni d'Edouard Balladur, ni de Lionel Jospin ou même d'Arlette Laguiller. Ce premier tour sera donc décisif, ses résultats pèseront de tout leur poids dans la balance. Ce sera le moyen d'exprimer ses colères, ses exigences, ses souhaits, pour la protection sociale, les retraites, les salaires, l'école, le chômage. La campagne de Robert HUE a déjà prouvé son sérieux et son efficacité.



le moyen d'exprimer ses colères, ses exigences, ses souhaits, pour la protection sociale, les retraites, les salaires, l'école, le chômage. La campagne de Robert HUE a déjà prouvé son sérieux et son efficacité.

Il est de la responsabilité de chacun de faire du 23 avril l'événement qui préfigurerait ce que sera demain.

Ainsi pour les salaires, au début Chirac, Balladur et autres, ont essayé de ridiculiser sa proposition, puis ils ont tenté d'argumenter contre son réalisme avant de s'en emparer à quelques jours du premier tour jusqu'à en revendiquer la paternité, preuve qu'elle est devenue incontournable. Il dépend de chacun qu'il en soit de même pour ses autres propositions. A ce jour 43 % d'électeurs n'ont pas encore fait leur choix, un potentiel qui peut nous permettre de donner au vote pour Robert HUE au soir du premier tour, cette dimension qui rendra impossible demain de recommencer ce qui a échoué hier. L'élection présidentielle est un moment important de la vie politique, mais ce n'est qu'un moment, il faut donner plus de poids au Parti communiste pour changer la vie, ouvrir d'autres perspectives. Le 23 avril voter Robert HUE c'est prendre une assurance pour l'avenir, l'avenir de notre pays, l'avenir de la gauche elle-même.

23 avril

Les raisons de leur choix pour Robert Hue

Nathalie TEXIER
Infirmière, 33 ans

UN VOTE POUR UN AUTRE SERVICE PUBLIC



Infirmière, je vois se développer les besoins sociaux de la population. Dans le même temps, je constate la carence des services publics : ainsi les

fonctions d'accueil et le rôle social de l'Hôpital sont remis en cause donnant aux structures de santé de proximité un rôle accru alors que les collectivités subissent de plein fouet les conséquences du désengagement financier de l'Etat. Les choix politiques faits jusqu'à présent conduisent à une grave dégradation des services publics et de l'emploi public. Les projets de la droite sont connus : suppressions d'emplois, pri-

vatizations de services... Je me retrouve donc pleinement dans les propositions de Robert Hue, particulièrement celles concernant la transformation en emplois stables pour les jeunes des « petits boulots » précaires, le maintien et le développement des structures de proximité et des services publics de santé. C'est pourquoi, j'appelle à voter pour sa candidature à la prochaine élection présidentielle.

Nadine LAURENT

ROBERT HUE C'EST POUR MOI UNE AUTRE POLITIQUE DE L'EMPLOI



Des raisons de voter Robert Hue le 23 avril, j'en ai plusieurs. Mais il y en a une où je me retrouve pleinement : c'est d'utiliser l'argent pour l'emploi. Je fais partie des 12,6 % de la population active au chômage et des 1 250 000 chômeurs de plus d'un an.

La tragédie du chômage, c'est bien de la dénoncer, mais la vivre au quotidien, c'est insupportable. Ouvrir le courrier le matin avec les rappels de factures qu'on ne peut pas

payer, compter les pièces de 10 centimes pour acheter son pain en fin de mois, cela relève de l'exploit pour survivre.

Dans le secteur rural où j'habite, les propositions d'emplois sont pour la plupart des emplois précaires chez les maraîchers et des Contrats Emploi Solidarité, contrats que le gouvernement Mitterrand a mis en place et poursuivit par Balladur.

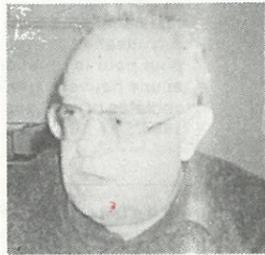
Peut-on parler d'emploi quand on vous propose de travailler 20 heures par semaine en interdisant d'avoir un autre mi-temps et sans perspective d'embauche à la fin du contrat, alors qu'il manque cruellement de postes dans le secteur public ? Peut-on parler d'emploi solidarité quand on vous propose 2 600 francs par

mois pour faire vivre votre famille, dans une durée limitée ? Moi j'appelle ça une supercherie pour dégonfler les chiffres du chômage afin de cacher la misère et la souffrance dans notre pays.

Je n'accepte pas de voir ce gâchis humain et dans le même temps voir les profits financiers continuer à grimper. Oui je refuse de voir l'argent aller à l'argent. Ce que sollicitent les demandeurs d'emploi ce n'est pas de la pitié ou de la compassion, mais un travail qui leur permette de vivre. Un droit bien légitime. Alors, utiliser l'argent pour l'emploi : c'est une proposition concrète où je me retrouve, c'est pourquoi je voterai Robert Hue le 23 avril prochain.

Albert LABARRE
Retraité

UN VOTE POUR LA SOLIDARITE ET LA PROTECTION SOCIALE



Oui, je vote Robert Hue.

Pour deux raisons essentielles à mes yeux :

- La plus belle conquête sociale de ce siècle,

c'est à mes yeux la Sécurité Sociale mise en place il y a un demi-siècle par un Ministre Communiste dans une situation économique, oh combien difficile après quatre années de guerre.

Assurer pour tous retraite et protection sociale, quel pari ! Un pari qui fut gagné.

- Malgré toutes les richesses accumulées depuis ces dernières décennies, notre sécurité

sociale est devenue insupportable à nos ennemis de classe et les remèdes qu'ils entendent administrer contiennent du poison mortel pour la solidarité. C'est la capitalisation, remède miracle des banquiers et assureurs et ceci avec quelques doses du livre blanc de Rocard. Non, mon choix, ce sont les propositions de Robert Hue pour une protection sociale de haut niveau dont la France a besoin.

Françoise PANIZZA, médecin

Pourquoi j'ai choisi de voter pour Robert Hue ?



Son combat contre l'argent-roi

Tout d'abord son combat contre l'argent-roi est fondamental. Il faut en effet lutter en France contre la spéculation et les nombreux gâchis financiers. Comment accepter que certains touchent des sommes faramineuses en jouant en bourse alors que les salariés se voient refuser la moindre augmentation.

Comment accepter le soi-disant déficit de la Sécurité Sociale alors que les dettes patronales sont si élevées ? Mais il ne suffit pas de dénoncer.

Les propositions de Robert Hue de supprimer la CSG et parallèlement de taxer la spéculation financière pour contribuer au maintien d'une protection sociale de haut niveau ne peuvent qu'avoir mon approbation. Tout comme la proposition de taxer les importations des produits venant des industries « délocalisées » et de renvoyer cet argent aux salariés des pays concernés. Encore faudrait-il s'assurer que ce soit bien les salariés qui en bénéficieraient ! Mais ce combat contre l'argent-roi doit avoir aussi une dimension internationale. Et je suis heureuse de constater que le Parti Communiste Français était au côté des ONG (Organisations Non Gouvernementales) au sommet de Copenhague afin de lutter pour

l'éradication de la pauvreté dans le monde. Le combat contre les décisions de la Banque Mondiale et le FMI doivent être constants car ces institutions ne représentent que la domination des « transnationales ».

Pour le droit des femmes

Mon soutien à Robert Hue s'enracine aussi dans ma lutte au quotidien pour le droit des femmes. Je travaille dans le CIVG de Saint-Jacques (Centre d'Interruption Volontaire de Grossesse).

Ce centre, comme de nombreux centres en France, a subi une attaque d'un commando anti-IVG. La prise de position du candidat communiste contre ces attaques et le soutien du parti dans le cas spécifique de Saint-Jacques sont importants. Car cette lutte pour le droit à la contraception et à l'avortement est fondamentale pour la femme. Actuellement il y a des pressions politiques et religieuses pour qu'il y ait un retour de la femme au foyer. Comment peut-on obliger la femme à un retour au foyer si ce n'est en supprimant la contraception ? Les recommandations du pape ne sont pas seulement religieuses mais aussi politiques. Heureusement, elles ne recueillent pas l'agrément de tous les catholiques sincères et n'ont qu'un écho limité parmi la frange la plus réactionnaire. Mais il est essentiel de lutter pour préserver ce droit fondamental des femmes. La décision du Parti Communiste d'envoyer une responsable nationale à la Conférence Mondiale

de Pékin sur les Droits des Femmes qui aura lieu cet été est une décision positive. Cette conférence sera un moment essentiel dans le combat des femmes pour leur dignité, leur liberté, leur émancipation.

En finir avec la politique de droite

Enfin, j'approuve le combat anti-droite de Robert Hue. Son combat contre les thèses racistes de Le Pen est vital. Tout comme son combat contre la droite classique représentée par Balladur et Chirac. Je ne souhaiterais pas retrouver dans un prochain gouvernement de droite Elisabeth Hubert par exemple. Il faut savoir que cette femme s'est battue de toutes ses forces contre une expérience originale à Saint-Nazaire. La création d'un centre médical dans lequel les médecins étaient salariés et soucieux de pratiquer une médecine différente avec la participation des usagers aux fonctionnements du Centre. Ce centre faisait aussi de la prévention. Cette expérience qui se voulait un plus pour la population nazairienne a été combattue à l'époque par Elisabeth Hubert qui y voyait un danger pour la médecine libérale dont elle est le chantre.

Pour conclure, je veux exprimer mon souhait que le Parti Communiste continue à s'ouvrir comme il le fait durant cette campagne présidentielle. Qu'il soit toujours une force majeure de protestations, mais qu'il apparaisse surtout comme une force de propositions pour une véritable alternative.

FACE A VOS PROBLÈMES : QU

| Les thèmes | L'opinion des Français | Edouard Balladur | Jacques Chirac | Lionel Jospin | Robert Hue |
|-------------------------------------|--|---|---|--|--|
| Augmentation des salaires | ■ Tous les syndicats sont pour un relèvement substantiel des rémunérations. En Allemagne, les métallurgistes viennent d'obtenir une hausse de 7 %. | ■ Il s'oppose à toute augmentation générale, au nom de « la lutte pour l'emploi ». Sa politique a conduit à une baisse de 0,8 % du pouvoir d'achat des salariés en 1994. | ■ Il parle de faire quelque chose « selon les possibilités », et d'augmenter le salaire direct. Mais ce sont les contribuables qui paieraient les exonérations prévues pour les patrons. | ■ Il évoque, sans fournir de précision, un « meilleur équilibre » entre les salaires et les profits, en renvoyant la question à d'éventuelles négociations au cas par cas. | ■ Il propose une augmentation d'au moins 1.000 francs de tous les salaires inférieurs à 15.000 francs, en utilisant notamment une partie des 1.270 milliards de profits réalisés en 1994. |
| 35 heures | ■ La majorité des Français est pour la semaine de 35 heures. 43 % sont même pour les 32 heures sans réduction de salaire (sondage « le Figaro »-SOFRES, juillet 1994). | ■ Il est contre. Sa loi quinquennale est pour « l'annualisation du temps de travail ». Il veut développer le « temps partiel » par voie de « négociation ». | ■ Il a voté la loi quinquennale. Il veut « diversifier » l'organisation du travail, en développant le « temps partiel » et le « temps choisi », par voie « conventionnelle ». | ■ Il parle d'aller à la semaine de 37 heures en 1997, sans préciser si cela implique ou non une baisse des salaires, et selon des modalités négociées « au cas par cas ». | ■ Il propose de réduire « le temps légal hebdomadaire de travail à 35 heures, sans diminution de salaire », en voulant que cette disposition serve à la création d'« emplois stables ». |
| Retraite à 60 ans | ■ En mai 1993, 62 % des Français étaient contre « l'allongement de la durée de cotisation de 37,5 à 40 ans » (sondage CSA, publié le 12 mai 1993 par « le Parisien »). | ■ Il a fait voter l'allongement de la durée de cotisation de 37,5 à 40 ans pour le droit à la retraite, ainsi que le calcul des pensions sur les 25 meilleures années, au lieu de 10. | ■ Il a voté les mesures Balladur. Il propose de mettre en place la « retraite par capitalisation », notamment « pour collecter une épargne nouvelle ». | ■ Il ne propose pas de remettre en cause les mesures Balladur. Il veut « examiner les conditions dans lesquelles les retraités pourront participer au partage des fruits de la croissance ». | ■ Il propose de « rétablir le droit à la retraite à taux plein à 60 ans (55 ans pour les femmes) » et « un rattrapage de 600 francs par mois pour toutes les retraites ». |
| CSG à 2,4 % | ■ 53 % des Français jugent « réalisable » de supprimer la CSG et de « la remplacer par une augmentation des taxes sur les revenus financiers » (sondage IFOP-« l'Humanité », 23 janvier 1995). | ■ Il a porté à 2,4 % le taux de la CSG, créée en 1990 par le gouvernement Rocard (1,1 % à l'époque). Il envisage de l'étendre à ceux des retraités qui en sont exemptés. | ■ Il a approuvé ce qu'a fait Balladur. Il propose d'accélérer encore « le transfert à l'impôt du financement des dépenses de solidarité ». | ■ Il ne remet pas en cause la CSG à 2,4 %, mais parle de l'étendre « à l'ensemble des revenus du capital ». Selon le chiffre publié mardi, cette mesure rapporterait 7 milliards de francs. | ■ Il propose la suppression de la CSG et son remplacement « par la taxation des revenus financiers au même taux que les salaires ». Cette mesure rapporterait 77 milliards de francs. |
| Quels emplois créer ? | ■ Toutes les enquêtes montrent que, pour une majorité de Français, les besoins d'emplois non satisfaits sont considérables. | ■ Il dit vouloir diminuer le nombre des chômeurs de 200.000 par an. En réalité, il multiplie les emplois précaires. La faiblesse des salaires et de la consommation alimente le chômage. | ■ Il prétend faire de l'emploi « la priorité ». Mais lui aussi mise sur la précarité. En exonérant « les charges sociales », il encouragerait les bas salaires et affaiblirait la consommation. | ■ Il parle de « grands programmes », notamment pour « les banlieues » et « le service aux personnes ». Mais, là encore, il évoque un « allègement des charges sociales sur les bas salaires ». | ■ Il propose de créer des centaines de milliers d'emplois, en réorientant l'argent « pour des productions et des services répondant aux besoins », en particulier dans les services publics. |
| Quelle réponse aux jeunes ? | ■ 90 % des jeunes sont inquiets pour leur avenir. 67 % pensent qu'ils appartiennent à « une génération sacrifiée ». 69 % de ceux qui travaillent ne sont pas contents de leur salaire. | ■ Avec le CIP, il a voulu créer un sous-SMIC pour les jeunes diplômés. Il entend privatiser l'université. Il ignore les préoccupations exprimées dans le « questionnaire » jeunes. | ■ Il parle d'une « grande réforme » de l'Education nationale, avec notamment la mise en concurrence de chaque établissement. | ■ Il parle de « tout faire pour que le plus grand nombre de jeunes puissent bénéficier d'un emploi », sans autre précision que la référence à son programme d'ensemble. | ■ Il propose « un plan d'urgence pour l'emploi des jeunes » - avec notamment la transformation de « 500.000 emplois précaires en emplois stables » - financé par 70 milliards pris sur le surarmement. |
| A qui prendre l'argent ? | ■ 57 % des Français sont favorables à la taxation du capital (sondage IFOP-« l'Humanité », mai 1993). | ■ Il prévoit 60 à 70 milliards de francs d'économie dans les dépenses publiques et de Sécurité sociale. Il supprime des exonérations de l'impôt sur le revenu. | ■ Il affecte les recettes des privatisations à la réduction de la dette et veut « éliminer les gaspillages » dans les dépenses publiques. Il exonère les successions d'entreprise. | ■ Il réduit de 50 milliards de francs les dépenses publiques. Il « revoit les exonérations et abattements fiscaux ». Il taxe à hauteur de 1 pour 1.000 les mouvements spéculatifs. | ■ Il taxe à 0,5 % les capitaux spéculatifs, quadruple l'impôt sur les grandes fortunes, exonère totalement d'impôt sur le revenu et l'habitation les salaires égaux ou inférieurs au SMIC. |
| Les privatisations | ■ 31 % des Français sont pour la poursuite des privatisations. 53 % souhaitent que l'Etat intervienne davantage dans la vie économique (SOFRES-« le Figaro », juillet 1994). | ■ Il veut poursuivre le programme de privatisations engagé en 1993 et qui concerne 21 sociétés. A ce jour, sept ont déjà été livrées au capital privé. | ■ Il a approuvé le programme de privatisations, qu'il entend mener à son terme. Comme premier ministre de 1986 à 1988, il a dirigé la première vague de privatisations. | ■ Il propose d'arrêter le programme en cours de privatisations. Mais, il ne remet en cause ni celles effectuées par le gouvernement Balladur, ni celles du gouvernement Chirac. | ■ Dès l'été 1994, il a lancé une campagne contre la privatisation de Renault. Il est pour pour la renationalisation et une nouvelle gestion des sociétés privatisées depuis 1986. |
| La monnaie unique européenne | ■ 49,1 % se sont prononcés contre le traité de Maastricht et les critères de convergence qu'il impose. Des sondages ont montré qu'une majorité, désormais, n'en veut pas. | ■ Il a exprimé son « attachement à un passage aussi rapide que possible à la monnaie unique, si possible en 1997 ». Pour ce faire, il faut « poursuivre la maîtrise des finances publiques ». | ■ Il se prononce pour le passage à la monnaie unique entre 1997 et 1999, et veut que la France réponde aux critères de convergence en contenant à 3 % du PIB les déficits publics. | ■ Il est pour le traité de Maastricht et déclare que « la marche vers la monnaie unique doit être réaffirmée ». | ■ Il a fait campagne pour le « non » à Maastricht, contre la monnaie unique. Il propose un instrument monétaire commun fondé sur la coopération des monnaies nationales. |

IL PROPOSENT LES CANDIDATS

| Les thèmes | L'opinion des Français | Edouard Balladur | Jacques Chirac | Lionel Jospin | Robert Hue |
|----------------------------------|--|---|---|--|--|
| Lutter contre l'exclusion | ■ 55 % des Français « ont peur » de devenir eux-mêmes des exclus, 73 % craignent de voir un de leurs proches dans cette situation. (Sondage CSA-« la Rue », décembre 1993.) | ■ Il a augmenté, en deux ans, le nombre de chômeurs et doublé celui des RMIstes. Il propose de multiplier les petits boulots. | ■ Il a soutenu toutes les décisions de Balladur. Il propose d'accorder de nouvelles primes aux chefs d'entreprise qui embaucheraient des précaires. | ■ Il parle, sans précision, d'« investir » vers « les chômeurs de longue durée », et d'utiliser « certains fonds » pour « le développement des services aux personnes ». | ■ Il propose de financer « un plan d'urgence contre l'exclusion et la pauvreté » par le quadruplement de l'impôt sur la fortune. Cette mesure rapporterait 30 milliards de francs. |
| Réduire le surarmement | ■ 56 % des Français se prononcent pour « l'abandon définitif des essais nucléaires » (sondage SOFRES-« le Figaro » du 11 mars 1995). | ■ Il a fait voter une loi de programmation militaire de 613 milliards de francs sur cinq ans. Il n'a jamais précisé s'il prolongerait le moratoire sur les essais. | ■ Il a voté la loi de programmation militaire de 613 milliards de francs sur cinq ans. Il vient de se prononcer pour la reprise des essais nucléaires. | ■ Il approuve la loi de programmation militaire de 613 milliards de francs sur cinq ans en faveur de l'armement nucléaire, qu'il qualifie dans son programme de « pilier de notre défense ». | ■ Il condamne la loi de programmation militaire. Il veut l'abandon définitif des essais. Il propose de prélever pour l'école 70 milliards de francs sur les dépenses de surarmement. |
| Que faire pour l'école? | ■ 70 % des Français sont « hostiles aux universités privées » (sondage SOFRES-« le Figaro », mars 1995). 78 % des jeunes pensent que l'école « n'aide pas assez les élèves en difficulté ». | ■ Il a favorisé l'implantation des facs privées, type Pasqua. Il veut mettre l'ensemble des universités en concurrence. Le rapport Laurent veut remplacer les bourses par des prêts. | ■ Il veut, lui aussi, soumettre les facultés aux intérêts privés, sous couvert d'« autonomie ». Il reprend, dans son programme, le projet de pilotage des formations par le patronat. | ■ Il parle de « reprendre l'effort » pour l'université. Il propose, sans plus de précision, « un plan social étudiant », établi après « concertation ». | ■ Il propose de traiter l'enseignement comme « un investissement d'avenir », en portant l'effort pour l'école et l'université à 5 % du PIB (produit intérieur brut), au lieu de 3,6 % aujourd'hui. |
| Et la misère du monde? | ■ Le sommet de Copenhague vient de lancer un appel à combattre, sur tous les continents, l'exclusion et la pauvreté. | ■ Il a contribué à la dévaluation du franc CFA en Afrique, aggravant ainsi la politique de pillage des pays du Sud, menée depuis trente ans par tous les gouvernements. | ■ Il parle d'« aider l'Afrique à atteindre un degré minimum de développement », sans précision, et dans le seul cadre d'une politique dissuasive en matière d'immigration. | ■ Il parle de « reprendre sur des bases nouvelles notre effort d'aide au développement », sans précision. Dans son programme, il ne dit pas un mot sur la dette des pays pauvres. | ■ Il propose de « consacrer au développement » une « taxe de 0,5 % sur les opérations financières », ainsi que « l'annulation sans délai de la dette » qui asphyxie les pays pauvres. |
| Pour ou contre Maastricht | ■ 49,1 % des Français ont voté « non » au référendum sur le traité de Maastricht. Toutes les enquêtes effectuées depuis montrent qu'ils seraient aujourd'hui une majorité. | ■ Il se prononce pour l'accélération de « l'intégration politique », autrement dit de nouveaux abandons de souveraineté. Il a sollicité le soutien du chancelier Kohl. | ■ Il estime que la construction de « l'Europe politique » est, pour la France, « un horizon indépassable ». Il a, lui aussi, sollicité le soutien du chancelier Kohl. | ■ Il se définit comme « plus européen » encore que Balladur et Chirac, en ayant mis « l'Europe au cœur de son programme ». Il vient, lui aussi, de rencontrer le chancelier Kohl. | ■ Il dénonce le processus de Maastricht qui « bafoue chaque jour un peu plus la souveraineté nationale ». Il est pour l'Europe des nations et des coopérations. |
| L'égalité pour les femmes | ■ 60 % des Français âgés de vingt-cinq à trente-quatre ans pensent que si les femmes ayant deux enfants continuent de travailler, c'est pour « préserver leur autonomie » (sondage IFOP, juin 1994). | ■ Il leur propose du « temps partiel ». Il a inscrit dans son programme le versement d'une prime, « dès le premier enfant », variante du « salaire maternel », qui les rejeterait du travail. | ■ Il leur propose, lui aussi, d'étendre « le temps partiel », au nom d'une plus grande « souplesse » entre « la vie familiale et la vie économique ». | ■ Il renvoie à l'ensemble de son programme pour ce qui est de « l'emploi ». Il propose des « contrats d'objectifs » dans le secteur public pour « assurer l'égalité salariale ». | ■ Il demande l'application réelle de l'égalité dans tous les domaines et, en particulier, en matière de salaires. Il exige le respect pour tous et pour toutes du droit au travail. |
| En finir avec la drogue | ■ Toutes les enquêtes montrent qu'une majorité de Français juge « insuffisante » l'action menée contre les trafiquants. | ■ Il a refusé d'engager l'action contre le narcotrafic, en renvoyant la question à l'ONU. Faute de moyens, les structures de soins ne répondent qu'à 10 % des demandes. | ■ Il ne propose rien contre le narcotrafic. Il parle de « fléau », mais inscrit ses propositions dans le cadre d'une « réforme hospitalière » marquée du sceau de l'austérité. | ■ Il parle d'engager « une véritable guerre contre les trafiquants », mais dans le cadre européen actuel, qui permet tous les recyclages légaux transfrontières de l'argent sale. | ■ Il propose un « plan d'action contre le narcotrafic », en s'attaquant à tous les mécanismes, notamment européens, de « blanchiment légal de l'argent sale ». |
| Urgence contre le SIDA | ■ 62 % des Français pensent que les moyens accordés à la recherche contre le SIDA ne sont pas suffisants. (Sondage CSA, avril 1994.) | ■ Il n'a ajouté que quelques millions aux décisions dérisoires des gouvernements socialistes qui l'ont précédé. Il ne propose rien de nouveau dans son programme. | ■ Il n'a jamais critiqué ce qu'a fait, ou plutôt n'a pas fait Balladur. Il n'en dit pas un mot dans son programme! | ■ Il parle d'un « combat national » à mener, mais ne donne aucune indication sur les moyens financiers à dégager tout de suite, excepté la « mise à disposition du préservatif à 1 franc ». | ■ Il propose d'adopter, après concertation, un « plan d'urgence de lutte contre le SIDA ». Il avance la somme de 17 milliards de francs comme premier engagement. |

TRIGNAC :

INTERDIRE LES SAISIÉS ET LES EXPULSIONS

Le printemps vient d'arriver... Les huissiers à la solde des gens des affaires, des « riches », de ceux qui détiennent des immeubles, des biens, de l'argent, sont une nouvelle fois de sortie.

Il n'est pas possible dit la loi d'expulser quelqu'un pendant l'hiver.....

Nous attendrons le printemps, répondent-ils sans se soucier de la misère des gens, des difficultés importantes que de tels actes provoquent, des blessures qui souvent ont du mal à se refermer après une telle chose.

On expulse, on saisit, parce qu'il y a une dette au bailleur, à la Société d'H.L.M. qui n'a pas été réglée parce qu'une situation est subitement devenue difficile et que l'on n'a pas pu faire le chèque à temps.

Pourtant, dans un tapage politico-médiatique, Messieurs Chirac, Balladur ont un temps versé une larme sur l'exclusion, promis des réquisitions..... N'était-ce pas là leur larme de crocodile d'une campagne électorale qui ne modifie en rien la dure réalité que nous vivons dans nos villes et dont ils portent la responsabilité entière avec les gouvernements qui se sont succédés ces dernières décennies. Il est nécessaire de développer l'action sur ces questions comme l'ont fait, il y a quelques jours les communistes de Trignac et leurs élus à la Mairie pour empêcher toute expulsion et toute saisie.



LES PROPOSITIONS DES ÉLUS COMMUNISTES ET REPUBLICAINS

- Interdire les saisies et les expulsions
- Réquisitionner dans les termes de la proposition de loi de nos députés
- Réaffecter des bureaux pour les SDF
- Agir contre la cherté des loyers
- Revaloriser de 15 % l'APL et l'allocation logement
- Refuser toute modulation des loyers en fonction des revenus
- S'opposer à la vente du patrimoine social
- Réhabiliter 200 000 logements sociaux par an, en construire 150 000 en locatifs et autant en accession
- Revenir à l'aide à la pierre à hauteur de 40 %
- Baisser effectivement les charges d'accession à la propriété
- Baisser les taux et allonger la durée des remboursements d'emprunts
- Rembourser la TVA et exonérer de TFPB les HLM
- Donner aux municipalités le pouvoir d'attribution
- Réponse aux besoins spécifiques des jeunes

Les moyens financiers existent il faut :

- Supprimer tout avantage à la spéculation et instaurer une taxe d'inhabitation
- Taxer les organismes financiers et les grands groupes du BTP
- Revenir à une contribution de 1 % des entreprises et aller vers 2 %
- Taxer les produits des Sicav

Marcel, la quarantaine vit seul avec sa fille de 17 ans, lycéenne à St Nazaire, dans un petit appartement H.L.M. de Trignac.

Il gagne 4 000 Francs par mois comme salarié à temps partiel à Laving Glace. « 4 000 Francs, nous dit-il on ne va pas loin, tout juste le nécessaire, et encore ! »

Marcel vient de recevoir une lettre de l'huissier. « Vous êtes redevable auprès de l'Office privé d'H.L.M. Logis Ouest, vous n'avez pas répondu aux courriers..... Je me rendrai chez vous le... à..... Afin de procéder à....

« Pourtant, nous dit Marcel, je paie tous les mois mes 1 300 Francs de loyer et j'en rajoute un peu pour combler mon retard, mais je ne peux pas faire plus ». La Commission Préfectorale de fond de Solidarité au logement vient de refuser une aide, est-ce pour cela que la société d'H.L.M. doit faire procéder à l'expulsion, les communistes ont dit non.



Jean-René Taillant, 1er adjoint communiste au Maire de Trignac a expliqué la raison de la décision des communistes et des gens du quartier de s'opposer à l'expulsion.

L'Huissier a dû reculer et décidé de ne pas poursuivre son action.

Les habitants de l'immeuble, venus en renfort, se déclarent solidaires de Marcel, le résultat de l'action les satisfait, ils sont unanimes à déclarer qu'ils s'opposent, si besoin était, à toute autre tentative, contre Marcel ou contre un autre. Jean-René Taillant devait déclarer « que la force du Parti Communiste sur la commune permet de telles actions et de tels résultats », « son utilité pour empêcher que de nouvelles expulsions aient lieu ne fait pas de doute. »

« Les élus communistes de Trignac considèrent que les expulsions et les saisies doivent être déclarées illégales sur la commune, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir avec la population pour qu'il en soit ainsi. »

JEUNESSE

Parmi les 4000 personnes qui ont assistés au meeting de Robert HUE, on a pu noter la présence de nombreux jeunes. Leur participation confirme l'intérêt qu'ils portent au débat politique et le regard nouveau qu'ils ont vis à vis des communistes.

Dans notre département, nous avons pu constater un nouvel état d'esprit dans la jeunesse, depuis notamment les manifestations contre le C.I.P.

On a pu voir depuis, dans toutes les manifestations qui se sont déroulées à Nantes, de nombreux jeunes aux côtés des syndicats et des partis politiques.

Depuis la rentrée universitaire, l'Union des Etudiants Communistes est régulièrement présente sur le campus de la Fac avec ses journaux et son matériel. L'accueil qui leur est réservé est plus qu'encourageant, cela se traduit par un nombre d'adhésion important à l'U.E.C. et au P.C.F. Lors de la dernière vente de masse de l'H.D, 8 exemplaires ont été vendus.

Dans les lycées, la situation est un peu différente du fait de l'âge des lycéens. Mais là encore les rapports entre jeunes et communistes ont évolués dans le bon sens.

Dans le cadre de la préparation du meeting, plusieurs initiatives ont été organisées à la porte des lycées et les jeunes communistes ont été surpris de l'accueil et des discussions qu'ils ont eu. Par exemple, au lycée CARCOUET, une jeune lycéenne a attendu la fin de la distribution pour « discuter politique ». Pour elle « discuter politique », veut dire parler de programme, connaître les positions des communistes sur l'école, le SIDA, l'avortement. Son choix pour les présidentielles ; Robert HUE afin que « la gauche devienne plus forte ». Un autre constat a été fait lors de ces initiatives, c'est qu'un nombre important de jeunes assistent aux différents meetings politiques afin de se faire une idée personnelle. Ils veulent décider de leur vote en toute connaissance de cause, ils cherchent quelqu'un qui ne les abusera pas.

Selon un sondage publié le 22 Mars par « Le Monde », 11 % des 18-24 ans ont l'intention de voter Robert HUE au 1^{er} tour de l'élection présidentielle.

En dehors de l'effet de curiosité et de sympathie à l'égard de Robert HUE. Ce qui plaît le plus aux jeunes, ce sont ses propositions sur l'école et l'argent, propositions en accord avec ce qu'ils vivent.

Au début de notre campagne pour la présidentielle, nous affirmions que le score électoral du Parti Communiste passerait par une remontée de l'influence du parti chez les jeunes. En regardant les derniers sondages nous nous apercevons que nous avons vu juste mais il reste encore 15 jours de campagne et il faut, comme l'a dit Robert HUE à Nantes, « Transformer la sympathie par un bulletin de vote dans l'urne ».

REACTION A PROPOS DU MEETING

● Dans la commune d'HERIC, un lycéen apprend par sa mère que Robert HUE vient à NANTES. Il en parle à ses copains, résultat : 10 jeunes au départ du car.

● A DONGES, Stephen invite des copains au meeting, 3 viennent au Palais des Sports.

● Alain vient découvrir le candidat communiste lors du meeting, il repart enchanté de sa soirée, il décide d'adhérer à la J.C.

● Eric qui déclare : « Je ne voulais pas trop venir au début, c'est pas passionnant d'écouter parler une personne pendant 1 heure. Mais Robert HUE sait parler à toute la salle, je ne me suis pas ennuyé une seconde. »

Dans la salle, il y avait également des jeunes venus soit ensemble, soit individuellement partager une soirée avec les communistes.

CONSTRUIRE LA CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION POUR AMPLIFIER LES RESULTATS

Nous l'avons écrit dans le dernier numéro des NOUVELLES :

Le Meeting de Nantes avec Robert Hue a donné une nouvelle dimension à la campagne électorale. Son coût : 180 000 F. D'ores et déjà, des sommes importantes ont été engagées par la Fédération : ainsi, 48 000 F de propagande (1 tract à 100 000 exemplaires, vignettes,...) 53 000 F de frais de transports (cars et bus) et 60 000 F de frais d'organisation (installation matérielle du meeting).

Or, nous sommes aujourd'hui, à 95 000 F de collectés à la souscription soit 10 % du million de francs nécessaires au financement de la campagne présidentielle (comptant les 180 000 F du meeting), des municipales et de l'ensemble de l'activité du Parti pour l'année 1995.

L'objectif de collecter 312 F par adhérent, en moyenne, montre le niveau de la bataille financière à développer et, naturellement, les dispositions à prendre pour obtenir le versement du plus grand nombre possible de gens.

Dresser la liste dans chaque cellule des communistes, sympathisants, électeurs, pour aller les visiter, utiliser les listes de souscription pour solliciter les gens, organiser des initiatives financières, collectes aux drapeaux, tel est l'effort militant qu'il s'agit maintenant d'organiser et de développer.

Le Mercredi 12 Avril, un grand rendez-vous départemental des trésoriers et des bureaux de cellules, des membres des Comités de sections, des élus communistes, aura lieu à Nantes avec André Meyer du secteur « Finances » du Comité National. Nous pouvons faire de cette grande initiative une étape importante dans notre campagne financière et d'ici là des résultats déterminants peuvent être obtenus.

Cette campagne là est indissociable de la bataille politique des élections présidentielles. N'hypothéquons pas les chances d'obtenir à cette occasion une remontée significative de l'influence communiste.

YANN VINCE

DES RESULTATS SIGNIFICATIFS, DES POSSIBILITES

Voici quelques résultats financiers obtenus dans la dernière période qui montrent les possibilités existantes :

- 23 647 Francs, collectés lors du Meeting du 17 Mars

- 16 000 Francs, de recette du bar lors de ce même Meeting

- 61 000 Francs versés à la souscription par 272 souscripteurs

Le premier chiffre montre qu'il est possible dans toutes nos initiatives publiques de la campagne présidentielle d'obtenir le soutien financier des gens, dès lors qu'on les sollicite. Le second correspond à une recette d'initiative financière lors du Meeting, le bar. Mesurons que d'autres initiatives financières à l'échelle de la cellule peuvent être organisées.

Le troisième enfin est démonstratif du fait suivant : le niveau des sommes collectées correspond au nombre de souscripteurs. Si l'on multiplie par 10 le nombre de personnes versant à la souscription, on peut multiplier d'autant le chiffre obtenu à ce jour.

Un chiffre manque : celui des recettes des vignettes placées du Meeting. Nous lançons donc un appel à toutes les organisations du Parti, aux militants, pour verser d'urgence le montant de ces vignettes.

LA BATAILLE DU MILLION

Comptes arrêtés au 30 mars 1995

4^e liste

Report listes précédentes : 54.463.00 F

SECTION DE NANTES

Comité de Section : Henri MOYSAN 100 F ; M. Jean NIVET 1 000 F ; Anonyme 200 F ; Daniel GUICHARD 500 F ; un vieil ami, Yvon DIGO 1 000 F ; une lectrice de l'H.D. 100 F ; Sécurité sociale : Rémi TESSIER 100 F ; Cellule LE PAIH : un adhérent 100 F ; G. VINET 60 F ; Gaston ANDRE 200 F ; collecte : 1 000 F ; Cellule Jollo-Curie : Pascal AUPAIS 100 F ; Hervé ROBERT 100 F.

SECTION DE ST-NAZAIRE

Comité de Section : Régis ANTOINE 350 F ; Thierry PRUD'HOMME 50 F ; Marguerite BOY 100 F ; Mme Marie MICHEL 100 F ; Nicole et Bernard BAZILLE 150 F ; Michel RIVAL 150 F ; Alphonse MAGRE 100 F ; Henri EGAULT 100 F ; Grégory ROCHER 20 F ; Marcel GUIMARD 150 F ; Marie GUIMARD 150 F ; Denise GUILLO 50 F ; Alain PRUD'HOMME 100 F ; André MAILLET 100 F ; Bernard BELLEIL 100 F ; M. et Mme Walter BUFFONI 100 F ; René PETITTEAU 50 F ; Denise CHIFFOLEAU 70 F ; Pierre ROUSSEAU 20 F ; J. PATRON 500 F ; collecte 1 236,60 F.

SECTION DE LA BRIERE

St Joachim : collecte 640 F ; Cellule KERIVEL (St-Malo de Guersac) : porte-à-porte 184 F ; collecte 766 F ; David VINCENT 50 F ; Serge MARCHAND 100 F ; Initiative financière 300 F.

SECTION DE LA BASSE-LOIRE

Couéron : Claude et Viviane ARTEAUD 200 F ; Cellule CACHIN : collecte 108 F ; Evelyne LOYEN 50 F ; Yvon BONTEMPS 100 F ; Marie-Thérèse MENORET 50 F ; Cellule ARAGON (Savenay) : collecte 200 F ; Mairie de Couéron : collecte 100 F.

SECTION REZE SUD LOIRE

Comité de Section : Robert HUGOTTE 50 F ; Roland JEAN-NINGROS 100 F ; Patrick JOUAN 200 F ; M. et Mme Paul PLANTIVE 200 F ; St Jean de Boisseau : Aline et Pierre DINAHETI 300 F ; Rezé : Yvette et Olivier POTEREAU 300 F ; Cellule René-Guy CADOU ; Cyrien AUDUREAU 150 F ; Marie AUDUREAU 150 F ; Le Pellerin : anonyme 100 F ; Louis HAREL 70 F ; Cellule JOUAUD : D. LOZANO 50 F ; P. DURAND 300 F ; L. BABIN 100 F ; C. PINARD 200 F ; M. QUERARD 100 F ; C. GARREC 100 F.

SECTION LOIRE ET SEVRE

Comité de Section : Roger CHEVALIER 200 F ; Roger LOUVARD 100 F ; St-Sébastien : M. et Mme BAZANTAY 500 F ; Cellule Casanova (Clisson) : Bernard MAZE 180 F

SECTION ST HERBLAIN GESVRES ET CENS

Comité de Section : Peter DONTZOW 50 F ; Claudine IACOTIN 100 F ; Cellule Emilienne LEROUX (Orvault) : Robert ARDOUIN 50 F ; Daniel DELANNEE 100 F.

SECTION DE LA PRESQU'ILE GUERANDAISE

Comité de Section : Pierre LE BERCHE (Maire Batz/Mer) 500 F ; Le Pouliguen : Léon ANGLERAUD 500 F ; Batz/Mer : M. THEBAUD 340 F.

SECTION DU VAL DE LOIRE

Ste Luce : Renée LOSQ 50 F ; SEITA : Yvon AUBERTIN 100 F.

SECTION DU PAYS DE RETZ

Comité de Section : Marc BAZUREAU 100 F ; St-Brévin : anonyme 500 F.

SECTION DES 3 RIVIERES

Comité de Section : Jean-Pierre LAMORLETTE 500 F ; Sion les Mines : Auguste HOUARD 150 F.

SECTION DE CHATEAUBRIANT

Comité de Section : Michel ROBERT 50 F

Total 4^e liste : 17.694.00 F

Total général : 72.157,00 F

Retraites : 45 000 manifestants à Paris

Le 23 mars, ils étaient venus de toute la France pour défendre leurs revendications à l'initiative de la C.G.T.



Notre photo : La banderole de la Loire Atlantique derrière laquelle s'étaient massés plusieurs milliers de manifestants de notre département.

Rezé : un nouvel élan dans la campagne en faveur du vote communiste

La constitution d'un Comité de Soutien pour le vote en faveur de Robert HUE, a donné une nouvelle dynamique à la campagne électorale à Rezé.

Présidé par Jacques GUILBAUD, adjoint au maire, le Comité de Soutien fort de 55 membres, comprend des communistes et des non communistes, des personnalités du

mouvement associatif culturel éducatif et sportif.

La richesse de ses membres se trouve d'abord dans leur diversité : ils ont des raisons différentes, affirment-ils de voter Robert HUE, ils ne partagent pas obligatoirement tout ce que dit et fait le Parti communiste, mais ils ont un point commun :

« Celui de faire entendre leur voix le 23 avril et de contribuer ainsi à ouvrir d'autres perspectives dans notre pays ».

Leur appel à les rejoindre est actuellement distribué sur la commune à 8 000 exemplaires. Déjà en quelques jours, plusieurs centaines de signatures ont été recueillies, un exemple à suivre.

Echos du Conseil Général

Intervention de Jean-Louis Le Corre au Conseil Général du 20 mars sur la proposition de prise en charge des mutuelles pour les familles les plus défavorisées

Les mesures prises en matière sociale ont pour conséquence, comme je vous l'indiquais par courrier la semaine dernière, de renvoyer vers les communes ceux de nos administrés qui déjà défavorisés se voient refuser le bénéfice de l'Aide Médicale à Domicile et l'Aide Médicale Hospitalière, ou encore l'Aide à l'enfance.

Ces mesures entraînent pour les familles des difficultés supplémentaires et conduiraient, si nous n'y prenions garde, à une aggravation. Celles-ci ne pouvant, sur leurs maigres ressources, prendre en charge les frais « de

mutuelle » et accéder ainsi aux soins nécessaires.

Pouvons-nous envisager la prise en charge des dépenses de mutuelle pour ces familles. C'est la proposition que je vous ait fait parvenir, Monsieur le Président, et je souhaiterais qu'elle fasse l'objet d'un débat au sein de notre Assemblée.

Les remises en cause de l'Aide à l'Enfance sont tout autant mal comprises, qu'on le veuille ou non pour assurer le suivi et le règlement des Allocations de Parents Isolés, Assurance veuvage, assurance décès, etc... Il faut plus de

temps que vous ne le supposez. Là encore, le rejet de l'Aide à l'enfance, outre le transfert de charges vers les communes, accentue encore le déséquilibre social et familial de ces familles.

Enfin, Monsieur le Président, si l'on peut souscrire parfois à cette expression utilisée lors de nos rencontres avec les personnels des services sociaux de Loire-Atlantique « *assumer nos responsabilités et devoirs, mais pas plus que nos devoirs* ». Il conviendrait alors que cela soit appliqué aussi à l'encontre du transfert de charges.

25 mars 1995



Plus de 5 000 personnes avaient répondu à l'appel de plus de 30 organisations pour que la France accorde le droit aux visas pour les Algériens. Une large délégation du PCF était présente.

NECROLOGIE

Le mal-vivre, le chômage, puis un travail précaire, avec la hantise du contrat non renouvelé, ont eu raison de Ludovic LEGUENEC, 26 ans, en lui faisant commettre le geste qui lui fut fatal.

Il avait adhéré, il y a 2 ans, lors d'un porte à porte des communistes de la Halvêque à Nantes.

Nous présentons ainsi que la cellule du quartier et la section de Nantes nos plus sincères condoléances à sa famille.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER - Rédacteur en chef : Jean-Claude SALOMON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36 - RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

CLIO
A PARTIR DE
52300*
F

* C'est à dire:

63300F

-5000F

d'aide de l'état
si votre voiture
a plus de 10 ans.

-6000F

de reprise accordée par
votre concessionnaire.



Offre réservée aux particuliers pour l'achat d'une Clio neuve - millésime 95 - non cumulable avec toute autre offre.

RENAULT ST NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40.17.20.20



RENAULT